

Mais où va la Belgique ?

Articles

Le 3 décembre 2007 | | 1 messages

Mardi 4 décembre, 177e jour sans gouvernement. Et la situation politique de la Belgique est moins claire que jamais. Samedi, en effet, au 174 e jour de crise, le formateur Yves Leterme a remis sa démission au Roi. Le Roi a confié une mission au premier Ministre sortant, Guy Verhofstadt...



Photo : Belga

Aujourd'hui, c'est plus que jamais l'heure des questions. Pour la deuxième fois, le formateur Yves Leterme a remis sa démission au Roi. Il n'est pas parvenu à trouver, avec les partis de l'Orange bleue, un accord pour former un gouvernement. On semblait pourtant proche d'une solution. Mais Yves Leterme avait posé trois questions aux quatre partis qui négociaient pour l'orange bleue. Ces questions portaient sur les réformes institutionnelles. Il voulait une réponse qui soit un oui ou un non. Mais la réponse du CDH était plutôt non que oui. Et même s'il dit le contraire, le MR, n'a pas non plus dit franchement oui.

Qui est responsable de la crise ?

Aucun des partis autour de la table ne veut être celui par qui la crise est arrivée.

Les trois partis qui ont répondu oui, ou plutôt oui, chargent le CDH. Ainsi, les partis libéraux ont parlé d'une même voix ce dimanche. Ils veulent « une réforme de l'Etat qui

apporterait un nouvel équilibre entre, d'une part, les Communautés de la Belgique et, d'autre part, l'Etat fédéral et les entités fédérées ». Ils « en appellent à leurs collègues chrétiens-démocrates et humanistes afin qu'ils aboutissent à un accord équivalent en vue d'une telle réforme de l'Etat ». En d'autres mots, pour eux, ce sont les partis socio-chrétiens du Nord et du Sud qui ne parviennent pas à s'entendre. Ce qui est sûr, c'est que, si les libéraux semblent unis, les partis socio-chrétiens du Nord et du Sud sont plus divisés. Notamment parce que le CDV est allié au NVA, un parti régionaliste flamand. Et la NVA a des exigences communautaires que le CDH ne peut pas accepter.

Un dépanneur

Depuis la démission d'Yves Leterme, le Roi a rencontré plusieurs fois Guy Verhofstadt, le Premier ministre sortant qui est toujours en « affaires courantes ». Le Roi a confié à Guy Verhofstadt une mission à court terme : une mission de dépanneur. Guy Verhofstadt doit essayer de sortir de l'impasse. Il doit voir comment « ouvrir dans les meilleurs délais des négociations sur une réforme approfondie de l'Etat et d'autre part comment régler une série de dossiers qui dépassent le cadre des affaires courantes ». Guy Verhofstadt prendra donc des contacts discrets avec tous les partis démocratiques.

Et après ?

Verhofstadt devient donc le 3e réconciliateur qui va essayer de dénouer la crise. Que peut-il proposer de plus ? Comment sortir de cette crise qui n'en finit pas ? Quelles nouvelles solutions peut-on trouver ? On parle de solutions exceptionnelles qui semblaient improbables, il y a peu ...

Certains parlent d'un gouvernement provisoire, un gouvernement de nécessité nationale. Un gouvernement aux pouvoirs limités. Cela pourrait être l'ancien gouvernement qui est aujourd'hui en affaires courantes. Cet ancien gouvernement pourrait être élargi. Il pourrait accueillir d'autres partis. Ses pouvoirs aussi seraient élargis. Ce gouvernement ferait plus que gérer les affaires courantes. D'autres pensent même à un gouvernement d'unité nationale, qui réunirait tous les partis démocratiques du pays. D'autres encore, pensent à remettre encore une fois, les partis de l'orange bleue autour de la table.

Nicolas Simon

Quelques repères pour mieux naviguer dans la crise actuelle

Les partis et les responsables politiques qui ont négocié pour l'orange bleue, ce sont

Côté orange : les partis socio-chrétiens

• En Flandre, le parti social-chrétien s'appelle le CD&V. Il est allié avec le NVA, parti nationaliste flamand. Le cartel CD&V/NVA est le grand vainqueur des élections en Flandre. Yves Leterme vient du CDV. Bart De Wever est président du NVA.

• En Wallonie et à Bruxelles, le parti social-chrétien est devenu CDH (Centre Démocrate humaniste). Joëlle Milquet est présidente de ce parti.

Côté bleu : les partis libéraux

• En Flandre, le parti libéral est l'Open VLD. Bart Somers est président de ce parti.

• En Wallonie et à Bruxelles, le parti libéral est le MR, (Mouvement Réformateur). Didier Reynders est président de ce parti. Le MR est associé au FDF (Front des Francophones), le parti des francophones bruxellois. Olivier Maingain est président du FDF.

Ceux qui n'étaient pas à la table des négociations mais qui pourraient être approchés si la crise se poursuit, sont

Les partis socialistes (les rouges)

• En Flandre, le parti socialiste s'appelle le SPA/Spirit. Johan Vande Lanotte est le président du SPA/ Spirit.

• En Wallonie et à Bruxelles, le parti socialiste s'appelle le PS. Elio Di Rupo est le président du PS.

Les partis écologistes (les verts)

• En Flandre, le parti écologiste s'appelle Groen : Mieke Vogels dirige ce parti.

• En Wallonie et à Bruxelles, le parti écologiste s'appelle Ecolo : il a deux co-présidents : Isabelle Durant et Jean-Michel Javaux.

